



Identifiant de l'acte délivré par la préfecture :
083-248300543-20241014-lmc1350253-DE-1-1
Date de validation par la préfecture : mardi 15 octobre 2024
Date de publication : 15/10/2024

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 14 OCTOBRE 2024**

NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 16		
QUORUM : 9		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
12	1	3
OBJET DE LA DECISION		
N° 24/578		
CONVENTION ENTRE LA METROPOLE TPM ET LA SOCIETE ORANGE RELATIVE AU DEPLACEMENT DES RESEAUX DE COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES - ROUTE DE L'ALMANARRE A HYERES-LES-PALMIERS - AUTORISATION DE SIGNATURE		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, M. Robert BENEVENTI, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Arnaud LATIL, Mme Geneviève LEVY, M. Cheikh MANSOUR, Mme Josée MASSI, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Gilles VINCENT.

REPRESENTE :

M. Jean-Louis MASSON ayant donné pouvoir à M. Jean-Pierre GIRAN.

ABSENTS :

Mme Hélène ARNAUD-BILL, Mme Nathalie BICAIS, M. Ange MUSSO.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 24/578

BUREAU DU 14 OCTOBRE 2024

**O B J E T : CONVENTION ENTRE LA METROPOLE TPM ET LA
SOCIETE ORANGE RELATIVE AU DEPLACEMENT DES
RESEAUX DE COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES -
ROUTE DE L'ALMANARRE A HYERES-LES-PALMIERS
- AUTORISATION DE SIGNATURE**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la
Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°23/05/78 du 04 mai 2023 portant délégations au Président et au
Bureau,

VU la convention ci-jointe,

CONSIDERANT que dans le cadre de la mise en valeur de la qualité esthétique et environnementale de la commune de Hyères-les-Palmiers, la collectivité souhaite procéder à la mise en souterrain des ouvrages de communications électroniques,

CONSIDERANT que ces travaux d'enfouissement des réseaux de communications électroniques seront réalisés route de l'Almanarre et dans le cadre des travaux de requalification de cette voie,

CONSIDERANT que le coût estimatif de ces travaux d'enfouissement, en sus des travaux prévus de génie civil dans le cadre du marché de travaux de requalification de la route de l'Almanarre, est de 4 639,76 € TTC pris en charge par la Métropole TPM,

CONSIDERANT que la présente convention a pour objet de définir les modalités techniques et financières relatives aux travaux de ce déplacement des réseaux de communications électroniques,

Après en avoir délibéré,



D E C I D E

ARTICLE 1

D'ADOPTER l'exposé qui précède.

ARTICLE 2

D'AUTORISER Monsieur le Président de la Métropole TPM à signer la convention entre la Métropole TPM et la société Orange relative au déplacement et la mise en souterrain du câblage des réseaux de communications électroniques aériens situés route de l'Almanarre sur la commune de Hyères-les-Palmiers.

ARTICLE 3

DE DIRE que les crédits seront imputés à l'opération 71015 du budget principal 2024, article 2315.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 14 octobre 2024

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

POUR	13
CONTRE	0
ABSTENTION	0



CONVENTION

RELATIVE AU DEPLACEMENT DES RESEAUX DE COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES HORS
INTERET DU DOMAINE PUBLIC ROUTIER

N° PG11-23-157859

Entre :

Métropole Toulon Provence Méditerranée, 107. Boulevard Henri FABRE - CS 30635 représentée par
M. Jean Pierre GIRAN , en sa qualité de Président, dûment habilité(e).

Désignée ci-après sous la dénomination « la collectivité »
d'une part,

Et :

ORANGE,

Société Anonyme au capital de 10.640.226.396 Euros, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre
sous le numéro 380 129 866, ayant son siège social au 111, Quai du Président Roosevelt, 92130 Issy les Moulineaux
domiciliée pour les présentes en sa Direction Orange Grand Sud Est, sise Orange Lumière – Bâtiment SUD 5° étage -
131 Avenue Felix Faure 69003 LYON,
représentée par Monsieur Nicolas Drouillet, Directeur Orange Grand Sud Est,

Désignée ci-après sous la dénomination « Orange »
d'autre part,

Et collectivement désignées sous la dénomination « les parties ».

Il est convenu ce qui suit,

PREAMBULE

La Collectivité, dans le cadre de travaux de voirie, visés à l'article 1, dont elle assure la maîtrise d'ouvrage a demandé à Orange de procéder au déplacement de ses ouvrages de communications électroniques existants sur le périmètre du chantier de l'opération précitée.

Ces travaux de déplacement des réseaux de communications électroniques, n'ayant pas pour objet la conservation ou l'amélioration du domaine public routier occupé par Orange, ne sont pas au nombre de ceux qui comportent pour l'opérateur l'obligation de déplacer sans indemnité ses installations.

Les parties ont convenu que la collectivité indemniserait l'opérateur du déplacement de ses ouvrages et procèdera en conséquence au remboursement des dépenses que l'opérateur engagera au titre de la présente convention.

Définitions générales :

Dans la présente convention, on entend par :

- « **installations de communications électroniques** » : désignent les ouvrages de génie civil (canalisations, fourreaux, les chambres de tirage y compris les cadres et trappes et les bornes de raccordement et chambre),
- « **équipements de communications électroniques** » : désigne l'ensemble des câbles et ses accessoires.

ARTICLE 1 – OBJET DE LA PRESENTE CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les modalités techniques et financières concernant les travaux relatifs au déplacement de ses réseaux de communications électroniques propriété d'Orange réalisés à l'occasion de l'opération PG11-23-157859 situés :

Adresse des travaux : **Route de l'Almanarre au Port Hélène**

Commune de : **HYERES**

Département : **83**

Voir plan joint en annexe.

- ARTICLE 2 – PROJET DE DEVOIEMENT

La présente convention s'applique aux installations et équipements de communications électroniques propriété d'Orange implantés sur le domaine public routier de la collectivité, définis à l'article 1 de la présente convention, tels que décrits ci-dessous :

Conformément au plan joint en annexe.

- ARTICLE 3 – DESCRIPTIF DE L'OPERATION DEPLACEMENT DES RESEAUX

- Réalisation des études et élaboration du projet technique de déplacement des réseaux impactés
- Réalisation d'une tranchée et pose des installations de communications électroniques (génie civil),
- Retrait des supports et des équipements concernés, seulement en cas de réseau aérien, sous réserve de la dépose par leur propriétaire des éventuels câbles propriété d'opérateurs tiers présents sur les supports d'Orange.
- Câblage dans les installations de communications électroniques souterraines (GC) en remplacement des câbles aériens déposés propriété d'Orange

- ARTICLE 4 – REALISATION DES ETUDES ET PRESTATIONS

4-1 Etudes

- **ORANGE** dans le cadre de son assistance technique, réalise les études relatives aux installations de communications électroniques ainsi que l'étude de câblage et fournit :
- le plan des installations de communications électroniques des ouvrages initiaux :

- le dimensionnement des ouvrages et leur position
- l'implantation et le type des chambres
- le schéma de modification des équipements de communications électroniques nécessaires au bon fonctionnement des services de communications électronique concernés dans le périmètre des travaux.
 - **La Collectivité** fournit à Orange les documents suivants :
 - la fiche de présentation de l'opération
 - le plan de situation
 - le plan de masse et tous documents utiles à la définition des besoins.

4-2 Travaux de déplacement des réseaux de communications électroniques

- ORANGE :

- a) établit l'esquisse des installations de communications électroniques (études de génie civil), telle que définie à l'article 4-1
- b) communique à la collectivité le référentiel technique définissant les règles de construction des installations de communications électroniques et apporte à la collectivité, à sa demande, une assistance technique
- c) valide le projet de génie civil réalisé par la collectivité (plan d'exécution)
- d) fournit l'ensemble du matériel des installations de communications électroniques (fourreaux, chambres, cadres), ainsi que le petit matériel de génie civil (tampons, grillage - avertisseur, colle, etc...)
- e) établit le procès-verbal de réception des travaux de génie civil avant les opérations de câblage
- f) réalise dans la zone à aménager les opérations de câblage de communications électroniques en tenant compte des différentes phases de travaux ou intervenants si nécessaire
- g) procède à la dépose de ses anciens câbles, de ses supports le cas échéant -sous réserve de la dépose des câbles propriété d'autres opérateurs installés sur ses supports aériens abandonnés- et de ses accessoires abandonnés
- h) ne procède pas à la dépose des câbles propriété d'autres opérateurs installés sur ses supports aériens abandonnés ou dans ses conduites abandonnées

- La collectivité

- a) notifie toute modification du projet à Orange
- b) communique à Orange le planning des travaux
- c) réalise les travaux de génie civil de la fouille
- d) procède à la pose des installations de communications électronique dans la fouille prévue à cet effet
- e) demande à Orange le contrôle et la réception des installations de communications électroniques
- f) s'assure des levées de réserves pour l'obtention du « certificat de conformité au référentiel technique »
- g) sollicite les autorisations administratives nécessaires aux opérations qu'elle assure (arrêtés de circulation, autorisation de travaux, ...)

- ARTICLE 5 – MODALITÉS D'EXECUTION DES TRAVAUX DE DEPLACEMENT DES RESEAUX

5-1 Réalisation des installations dans le domaine public routier

La date de début des travaux est communiquée à Orange au moins dix jours à l'avance.

Les travaux sont exécutés par la Collectivité, conformément au projet et aux dispositions prévues par le référentiel technique.

La Collectivité définit dans ses dossiers de consultation d'entreprises, les dispositions à prendre pour la protection des câbles lors de l'exécution des terrassements et des couches de chaussée et ce, conformément aux éventuelles prescriptions fournies par Orange.

5-2 Travaux de génie civil

Les travaux de génie civil seront réalisés par l'entreprise qui intervient dans le cadre du marché relatif à l'opération de voirie, certifiée ou agréée par Orange.

La pose est réalisée conformément aux spécifications techniques d'Orange, contenues dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières CCTP1593 (cahier des clauses techniques particulières) édition en vigueur.

Les matériels utilisés doivent être conformes aux spécifications visées au CCTP1593 précité ; document à disposition, sur demande, auprès d'Orange.

5-3 Travaux de câblage

Orange assure directement, pour les câbles dont elle est propriétaire, la maîtrise d'ouvrage et la maîtrise d'œuvre de tous les travaux de câblage (tirage et raccordement en souterrain des câbles) ainsi que de dépose du réseau abandonné.

5-4 Adduction et génie civil dans les propriétés privées

A défaut, d'accord trouvé avec les propriétaires riverains pour enfouir la partie privative de leur branchement, Orange conservera ou posera, en tant que de besoin, un poteau en limite du domaine public et maintiendra le raccordement des clients concernés en aérien.

5-5 Accès

Orange peut effectuer – si elle le juge utile - des visites de chantiers et faire part à la collectivité de ses observations éventuelles notamment pour tout ce qui pourrait avoir des incidences sur la sécurité des biens et des personnes ainsi que sur la bonne exploitation des équipements de communications électroniques.

ARTICLE 6 – CONTROLE ET RECEPTION DES TRAVAUX

6-1 Contrôle

Orange participe en tant que de besoin aux réunions de chantier selon son appréciation ou sur demande expresse de la collectivité.

Dans tous les cas, Orange sera destinataire des comptes rendus de réunion de chantier.

6-2 Réception des travaux

Après achèvement des travaux relatifs aux installations de communications électroniques, la collectivité en informe Orange par écrit, afin de procéder aux opérations de réception.

Cette demande de vérification est accompagnée de tous les documents ainsi que de toutes les prestations nécessaires à la vérification technique et, notamment :

- L'établissement du plan de récolement relatif aux installations de communications électroniques coté, à l'échelle 1/200^{ème} au format DWG
- Les fiches d'essais des alvéoles,
- Le pré-aiguillage des fourreaux.

Cette demande est effectuée au moins deux semaines avant la date souhaitée pour la réunion de réception.

La réception est effectuée de manière contradictoire entre Orange et la collectivité.

Un constat contradictoire est alors établi ; les conclusions de la réception sont consignées dans un procès-verbal signé par les deux parties en deux exemplaires.

Au vu du constat contradictoire, Orange :

- prononce la réception sans réserve,
- Ou - prononce la réception avec réserves en fixant un délai de reprise des malfaçons,
- Ou - refuse la réception des installations en fixant un délai de reprise des malfaçons.

Dans les deux derniers cas, passé le nouveau délai, un nouveau constat contradictoire est établi suivant la procédure ci-dessus.

Le coût de reprise des malfaçons ne saurait être imputable à Orange.

La réception sans réserve des installations de communications électroniques est un préalable à la réalisation des travaux de câblage par Orange ou par l'entreprise dûment mandatée par ses soins.

6-3 Plan de récolement géo référencé

Conformément à la réglementation relative à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution et applicable depuis le 1^{er} juillet 2012, la collectivité fait procéder à la fin des travaux au relevé topographique de l'installation, avec pour objectif la connaissance en 3D du réseau pour toute intervention future.

Le plan de récolement géo référencé, établi conformément à l'annexe est remis lors de la réception des opérations de génie civil.

- ARTICLE 7 – DISPOSITIONS FINANCIERES

La collectivité prend en charge les prestations qu'elle réalise dans le cadre de la présente convention.

La collectivité indemnise Orange du déplacement de son réseau par la prise en charge des études, du matériel de génie civil, du matériel et prestations de câblage ainsi que de dépose des réseaux abandonnés d'Orange définies à l'article 4 de la présente convention.

Le montant de la participation des travaux réalisés par Orange et à la charge de la collectivité est indiqué sur le devis estimatif n°PG11-23-157859 joint à la présente convention en annexe.

Orange adressera un mémoire de dépenses sur la base des frais engagés établi hors taxe à la collectivité qui procèdera à son règlement dans les délais et selon les modalités règlementaires en vigueur.

- ARTICLE 8 – PROPRIETE DES OUVRAGES – UTILISATION ULTERIEURE

8-1 Propriété des installations de communications électroniques

A compter de la date de réception sans réserve mentionnée sur le procès-verbal de réception des installations déplacées de communications électroniques, ces dernières sont la propriété d'Orange qui en assure l'entretien et la gestion.

8-2 Propriété du câblage

Orange est propriétaire des câbles qu'elle a déployés dans les installations de communication électronique nouvellement créées et, à ce titre, en assure l'exploitation et la maintenance.

8-3 Autorisation d'occuper le domaine public

Orange sollicite un arrêté portant permission de voirie auprès du gestionnaire de voirie et s'acquittera du paiement de la redevance liée à l'occupation du domaine public routier, conformément aux prescriptions législatives et réglementaires en vigueur.

- ARTICLE 9 – RESPONSABILITE ET ASSURANCES

9-1 Responsabilité

Les parties à la présente convention sont responsables de tous dommages matériels directs qui pourraient être causés du fait ou à l'occasion des prestations ou des travaux dont elles auraient respectivement la responsabilité, que ceux-ci soient effectués par leur personnel ou par les entreprises travaillant pour leur compte, dans le cadre des travaux réalisés en coordination, à l'exception des dommages indirects et/ou immatériels.

Les dommages indirects et/ou immatériels sont ceux qui ne résultent pas directement de leur fait fautif de celui de leurs cocontractants, notamment de toute perte de chiffre d'affaires, de bénéfice et de préjudice commercial et autre perte de revenus.

Les parties demeurent responsables du respect des règles de l'art et des mesures de sécurité applicables à leurs travaux respectifs réalisés sous leur maîtrise d'ouvrage et leur maîtrise d'œuvre.

Le respect de la législation en matière de sécurité à l'intérieur du chantier reste du ressort de chaque maître d'ouvrage.

9-2 Assurances

Les parties déclarent être titulaires de polices d'assurances leur permettant de couvrir leurs responsabilités susceptibles d'être mises en cause dans le cadre de la présente convention.

- **ARTICLE 10 – DUREE DE LA CONVENTION**

La présente convention prend effet à compter de sa date de signature. Elle liera les parties jusqu'à réalisation complète des travaux objet de la présente convention, incluant les prescriptions citées à l'article 8 de la présente (la date de réception sans réserve et dépôt de la demande d'arrêté portant permission de voirie), et règlement des sommes dues selon les modalités prévues.

La présente convention sera caduque si les travaux ne sont pas commencés dans un délai de 18 mois à compter de sa signature.

Les frais engagés par Orange comprenant notamment les frais d'études lui seraient alors intégralement remboursés par la collectivité.

- **ARTICLE 11 – MODIFICATION DE LA CONVENTION**

Toutes demandes de modifications du projet initial ou de travaux supplémentaires, formulées par la collectivité, devront faire l'objet d'un avenant à la présente convention.

- **ARTICLE 12 – RESILIATION**

Le non-respect de la présente convention et de ses annexes, deux mois après une mise en demeure par lettre recommandée restée infructueuse, entraîne la résiliation de la présente convention.

- **ARTICLE 13 – LITIGES ET JURIDICTION**

Les parties s'efforceront de régler à l'amiable tout litige relatif à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.

A défaut de règlement amiable, toute contestation sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention sera portée devant la juridiction compétente.

- **ARTICLE 14 – PIECES CONSTITUTIVES DE LA PRESENTE CONVENTION**

Les pièces constitutives de la présente convention sont :

- La présente convention,
- Annexes :
 - Plan de projet Orange (AS n°2305024)
 - Devis de travaux n° PRO-LT7-PG11-24-157859
 - Modalités relatives à l'élaboration du plan de récolement géo référencé

Fait en deux exemplaires originaux,

TOULON, le 19/08/2024

Pour Orange
Le Directeur d'Orange
Grand Sud Est

Nicolas Drouillet

Pour la Métropole
Toulon Provence Méditerranée
Président de la Métropole

Jean Pierre GIRAN

ANNEXE

MODALITES RELATIVES A L'ELABORATION DU PLAN DE RECOLEMENT GEO REFERENCE

Conformément à la réglementation relative à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution et applicable depuis le 1^{er} juillet 2012, la collectivité fait procéder à la fin des travaux au relevé topographique de l'installation, avec pour objectif la connaissance en 3D du réseau pour toute intervention future.

Textes en vigueur :

- Décret 2011-1241 du 05 octobre 2011
- JORF n° 0233 du 07 octobre 2011
- Arrêté du 15 février 2012 pris en application du chapitre IV du titre V du livre V du code de l'environnement
- JORF n° 0045 du 22 février 2012 – Page 2988 / texte n° 10

Tout relevé est géoréférencé (x, y, z), quel que soit le mode de mesure utilisé, direct ou indirect. Le nombre et la localisation des relevés ainsi que la technologie employée sont déterminés de sorte à garantir la localisation du tronçon concerné dans la classe de précision A.

La précision de ce relevé est telle que, pour tous travaux ultérieurs à proximité de la même installation, aucune investigation complémentaire ne soit nécessaire pour localiser l'ouvrage.

Tout relevé est effectué en génératrice supérieure de l'ouvrage ou du tronçon d'ouvrage si celui-ci est souterrain ou subaquatique, ou en génératrice inférieure pour un ouvrage ou tronçon d'ouvrage aérien.

Au titre de ses missions d'exploitant de réseau, Orange assurera dans le respect de la réglementation en vigueur, les démarches de déclaration des ouvrages auprès du Guichet Unique et assurera la réponse aux DT/DICT en classe A pour toutes les nouvelles installations dont le dossier de récolement est remis en fin de travaux.

Le dossier de récolement se compose :

- d'un plan géo référencé dans le système de référence planimétrique et altimétrique, conformément au décret n° 2006-272 du 3 mars 2006 (modifiant le décret n° 2000-1276 du 26 décembre 2000) ; ce plan est restitué au format numérique (.dxf ou .dwg) compatible avec les logiciels DAO ou SIG du marché,
- d'un carnet de point résultant des relevés topographiques d'ouvrages (x,y,z) ; la codification des points doit permettre de distinguer les éléments de positionnement par nature d'ouvrage ou d'objet et les points particuliers,
- d'un fichier d'informations relatif à la prestation de relevé conformément aux textes en vigueur ; ce fichier apporte principalement, les indications suivantes :
 - Identification du maître d'ouvrage
 - Nom de l'entreprise qui effectue le levé
 - Date de la mesure
 - Nature de l'ouvrage
 - Marque et numéro du matériel de mesure
 - Incertitude de mesure

L'ensemble de la prestation répond aux exigences de la norme AFNOR NF S70-003 Parties 1,2 et 3.

N° Bon de commande : 32886 **Exercice** : 2024
Budget : 0 - Budget Principal
Imputation : 23 / 844 / 2315 / 71015 / TPDINF
Réf. du marché :
Emetteur : Nadine MOULLET

Objet : 5142MSP2024 - ROUTE L'ALMANARRE / DEPLACEMENT RESEAU

SOCIETE ORANGE
UNITE DE PILOTAGE RESEAU SUD EST
18 RUE JACQUES REATTU
BUROPARC BAT H CS 30084
13275 MARSEILLE CEDEX 09

Adresse de livraison

ROUTE DE L'ALMANARRE A HYERES
guy.bolla@orange.com
Délai : Début 2025

Personne à contacter

Contact : COLONNA Richard
Téléphone de contact
Téléphone livraison : 04.9493.82.40

TOTAL DES ARTICLES HT	4 639,76
<i>Dont remise HT</i>	0,00
TVA	0,00
TOTAL TTC	4 639,76

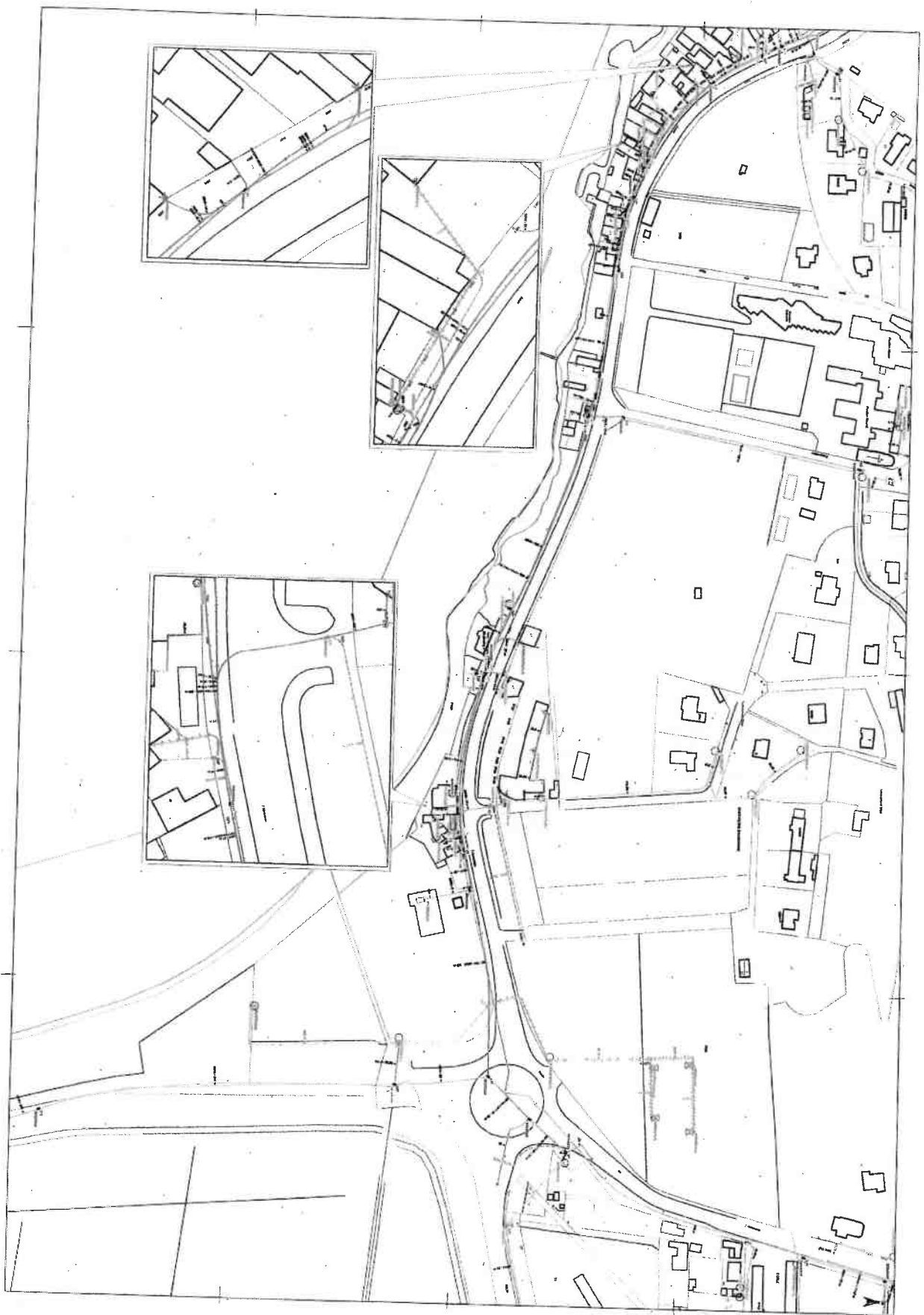
Document signé électroniquement
Didier GOUBE



SIRET de la collectivité / budget : **24830054300217 - Budget Principal**
Code service destinataire de la facture **TPDINF - Dir des Infrastructures**
N° engagement : **195576**

Pensez à joindre un RIB sous peine de non-paiement dans les délais.

86



B6



DEVIS n° PRO-LT7-PG11-24-157859

établi pour la réalisation de prestations (*)

(*) sous réserve d'obtention des autorisations légales d'implantation.

SA au capital de 10 640 226 396 € - 380 129 866 RCS PARIS

Etabli le : 07/06/2024

Par : Guy BOLLA

Durée de validité du devis : 2 mois

Nature des travaux : Déplacement de réseau pour une Collectivité Locale

Lieu des travaux :

Route de l'Almanarre au Port Hélène

83400 HYERES

REFERENCES CLIENT

Coordonnées :

Toulon Provence Méditerranée
107. Boulevard Henri FABRE - CS 30635
83000 TOULON

Adresse de facturation (*) :

(*) A ne remplir que si l'adresse de facturation du client est différente de son adresse postale.

PRESTATIONS	Unité	Quantité	Prix Unitaire	Montant HT (€)
Frais d'étude				
Frais de maîtrise d'ouvrage, pilotage, suivi, réception, récolement, déplacements	u	1.0		1097.12 €
Frais annexes	u	1.0		0.00 €
S/TOTAL :				1097,12 €
Câblage cuivre				
Etude	u	1.0		0.00 €
Main d'œuvre (pose de câbles, raccordement câblage, pose de poteaux si nécessaire et déposes câblage et poteaux)	u	1.0		1556.38 €
Fourniture de matériels câblage, petits matériels divers et poteaux	u	1.0		309.64 €
S/TOTAL :				1866.02 €
Génie Civil				
Ingénierie	u	1.0		0.00 €
Travaux génie civil	u	1.0		0.00 €
Fourniture de matériels de génie civil (Fourreaux, chambres, cadres et tampons)	u	1.0		1676.62 €
€S/TOTAL :				1676.62 €

Arrêté le présent devis à la somme de : Quatre mille six cent trente-neuf euros et soixante-seize centimes

Montant total Hors Taxes	4639.76 €
Montant TVA à 0.0 %	00.00 €
MONTANT TOTAL TTC	4639,76 €

Fait en deux exemplaires originaux,

A TOULON, le 07/06/2024

Pour Orange

Guy BOLLA
Correspondant Réseaux collectivités Locales

à le

Devis accepté par :

Fonction :

Signature (précédée de la mention " Bon pour exécution des prestations ")

N° SIRET :

N° Service Chorus Pro :

N° Engagement: